

Roumanie, Malte, Pologne... Ces pays pour lesquels l'Europe continue d'être une machine à générer de la croissance



Les pays entrés en 2004 ou 2007 étaient – et restent – plus pauvres que la moyenne de l'UE. Cependant, huit de ces douze pays réduisent leur écart et poursuivent donc leur "rattrapage" en dépit de la crise économique.

Avec Pierre Verluise

Considérons le PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) UE-27 base 100. Pour juger de l'impact de la crise économique engagée en 2008, comparons les données de l'année qui la précède – 2007 – et celles de 2011. En cinq ans, quels sont les nouveaux pays membres qui se sont appauvris ou enrichis de manière relative par rapport à eux-mêmes et à la moyenne de l'UE ?

Notons d'abord que la crise économique a eu des **conséquences néfastes pour la Slovénie** (PIB par habitant en SPA UE base 100 : -4%), l'**Estonie et la République tchèque** (-3%), **Chypre** (-1, comme la France).

En revanche, **huit des douze nouveaux États membres réduisent leur écart à la moyenne de l'UE de 2 à 11 points de pourcentage de 2007 à 2011.**

Il s'agit des États suivants : Lettonie (+2%), Lituanie (+3%) ; Hongrie (+4%), Bulgarie et Slovaquie (+5%), Malte et Roumanie (+7%), Pologne (+11%).

La crise économique n'a donc pas empêché la poursuite du processus de "rattrapage" de la majorité des nouveaux États membres par rapport à la moyenne de l'UE.

Les habitants des pays concernés le doivent d'abord à leur travail et ils ne sont en rien responsables de la gouvernance économique dans les anciens pays membres. Rappelons, cependant, que les nouveaux pays membres ont bénéficié durant toutes ces années des fonds européens qui avaient été prévus avant que la crise ne traverse l'Atlantique, en 2008. **La Pologne est le premier pays bénéficiaire de la politique régionale de l'UE**, compte tenu de sa superficie et de sa pauvreté relative (65% du PIB par habitant en SPA de l'UE base 100 en 2011). Tout en amortissant les effets de la crise économique ces fonds peuvent avoir contribué au "rattrapage". A l'image des anciens États membres, les nouveaux États membres considèrent ces fonds comme un dû. Certains, par exemple en Hongrie, y voient une juste compensation des quatre décennies de communisme. Une posture qui mériterait un bon débat.

Quoi qu'il en soit, ces résultats – parfois surprenants – **invitent à penser que l'UE peut encore être un facteur de croissance économique**, à travers la reprise de l'acquis communautaire et un usage judicieux des fonds de la politique agricole commune et de

la politique régionale qui constituent les deux principaux postes du budget actuel de l'UE. Il faudrait encore ajouter les Investissements directs étrangers, notamment allemands.

Voilà qui éclaire une partie de la bataille présente au sujet du prochain budget de l'UE. Les nouveaux Etats membres, qui reçoivent généralement plus qu'ils ne versent au budget, entendent bien préserver cette manne. La France – qui espère préserver la Politique agricole commune, voire la politique régionale dont les Départements et Régions d'Outre-mer bénéficient – peut être leur alliée. Singulier retournement de l'histoire, la France – réservée sur les élargissements de 2004 et 2007 – espère aujourd'hui trouver dans les nouveaux Etats membres un soutien... Deuxième retournement de l'histoire, le Royaume-Uni voire l'Allemagne qui ont milité pour les élargissements voudraient bien maintenant réduire la facture.

L'étude complète est accessible sur Diploweb.com : Pierre Verluise, [UE-27 : Crise mais rattrapage des Nouveaux Etats membres ?](#)